

Produits de Marque

annoncés dans le Journal de Roubaix

Elles en ont toujours suffisamment pour répondre aux besoins de la clientèle

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS.....

Nord et littoral.....	3 mois, 22.00	6 mois, 40.00	1 an, 75.00
Autres départements.....	33.00	63.00	100.00
Belgique.....	25.00	48.00	90.00
Union Postale: Tiers A.....	28.00	50.00	100.00
Tiers B.....	28.00	50.00	100.00

REDACTION.....

ROUBAIX.....	62 à 71, Grande-Rue. Tél. 237.23, 237.23, 237.24
TOURCOING.....	22, rue Carnot. Tél. 37.
LILLE.....	3, rue Faidherbe. Tél. 538.81
PARIS.....	25, Boulevard Poissonnière. Tél. Provence 17.24
MOUCRON.....	105, rue de la Station. Tél. 4.44

POSTAUX

PHARM^{ie} DU PAYS DE ROUBAIX

BILLET PARISIEN

LA MENACE DU FRONT COMMUN

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

Paris, 1^{er} juillet (Minuit).
La menace du Front commun, qui annonce un grand mouvement révolutionnaire pour le 14 juillet, n'a pas été sans influencer le marché des valeurs, où les rentes françaises, ainsi d'ailleurs que beaucoup de titres industriels, ont marqué de la lourdeur. Comment en serait-il autrement quand notre pays a besoin par dessus tout de calme et de confiance en soi? A ce facteur s'en ajoute un autre, les faux bruits mis en circulation quant aux intentions du Gouvernement au sujet des décrets-lois, bruits que M. Pierre Laval a dû démentir lundi soir par une déclaration que nos lecteurs trouveront d'autre part.

Dans le discours qu'il a prononcé dimanche en Auvergne, M. Pierre Laval n'a pas caché l'importance du déficit budgétaire. Il a annoncé que la réduction du train de vie de l'Etat était une nécessité. Ou diminuer les dépenses ou faire fonctionner la presse à billets, tel est le dilemme dans lequel le Président du Conseil a enfermé le Gouvernement. La presse à billets ce serait, avec la chute du franc, le commencement d'une ère de désordre dont on ne peut dire comment elle se terminerait. Ce n'est pas de cette solution que veut M. Pierre Laval. Mais l'application d'une politique d'économie implique une grande discipline nationale. Cette discipline, certains veulent l'ébranler et la réussite du plan gouvernemental exige donc que les fauteurs de troubles soient rappelés au respect de l'intérêt national.

Comment n'éprouverait-on pas quelques inquiétudes en présence de certains faits tellement incompatibles avec le maintien de cette discipline. Lorsque la C.G.T. qui, habituellement, hésite à se compromettre avec les partis politiques, fait cause commune avec les moscovitaires, entraînant dans ce mouvement extrémiste les fonctionnaires, c'est-à-dire les serviteurs mêmes de l'Etat qu'il s'agit de défendre contre toutes les entreprises de subversion, comment n'éprouverait-on pas le sentiment d'une grave atteinte au régime? Ceux qui proclament que le régime est mis en péril par les ligues patriotiques ne voient-ils donc pas que le vrai péril réside dans ce glissement vers la révolution communiste?

Mieux encore: ce sont parfois les représentants d'un parti essentiellement républicain, le parti radical-socialiste, qui se font les propagandistes de la révolution. C'est ainsi que l'on a vu à Chambéry M. Pierre Cot, l'un des ministres du 6 février, traverser cette ville à la tête d'un cortège chantant l'« Internationale » et derrière les drapeaux rouges. Cette manifestation avait été interdite par le maire, lui-même radical-socialiste, maire plus soucieux que M. Cot du maintien de l'ordre dans sa cité. L'incident a provoqué la démission du maire, qui a pu écrire au Préfet que le geste de M. Cot « a prouvé que ceux qui prétendent se dresser contre une dictature fasciste éventuelle donnent eux-mêmes et délibérément l'exemple du mépris de la légalité ».

Mais qu'importe la légalité aux hommes du Front commun!

— Un jeune homme de 17 ans, André Bonju, fils d'un bijoutier du Mans, a été pris d'une congestion alors qu'il se baignait dans l'Atlantique et s'est noyé.

Le Grand Prix de Paris



Voici dans la tribune présidentielle, au centre et à droite, M. ALBERT LEBRUN, président de la République et M^{me} A. LEBRUN.



QUELQUES TOILETTES VUES AU GRAND PRIX

Le maire radical-socialiste de Chambéry donne sa démission à la suite d'une manifestation antifasciste

Chambéry, 1^{er} juillet. — A la suite de la manifestation antifasciste qui s'est déroulée hier dimanche, le maire de Chambéry (radical-socialiste), a envoyé sa démission au préfet de la Savoie.

Dans sa lettre, il déclare notamment: « Notre population a pu voir se dérouler une manifestation constituant dans les circonstances actuelles, une bravade aussi inutile qu'intempestive, qui a surtout servi à démontrer que ceux qui

Le Conseil des ministres de mardi poursuivra l'œuvre de compression budgétaire et de redressement économique

Paris, 1^{er} juillet. — Au cours de la réunion gouvernementale qui aura lieu mardi matin, à l'Élysée, les ministres, conformément à la méthode de travail qu'a tracée le chef du gouvernement,

prévoient de dresser contre une dictature éventuelle des fascistes, donnent eux-mêmes, à la première occasion, l'exemple du mépris de la légalité. »

LES MESURES DE REDRESSEMENT

Une déclaration de M. Pierre Laval

Paris, 1^{er} juillet. — Des bruits tendancieux ayant couru aujourd'hui, au sujet des intentions prêtées au Gouvernement, M. Pierre Laval a tenu à faire à la Presse la déclaration suivante:

« Je me suis mis au travail pour élaborer, avec mes collègues, des mesures indispensables au salut du pays. J'entends qu'on me laisse travailler dans le calme et dans la sérénité. Toutes informations relatives aux décrets à prendre ne peuvent être que prématurées. Je mets le public en garde contre les campagnes qui ont pour conséquence de favoriser la spéculation. Le cas échéant, je n'hésiterai pas à y mettre un terme. Le Gouvernement en a, d'ailleurs, les moyens. A l'heure où nous allons prendre des mesures pour la sauvegarde de notre monnaie, il faut que tous acceptent de consentir l'effort de discipline nécessaire. »

L'hydravion La Croix-du-Sud est parti pour Natal

Dakar, 1^{er} juillet. — L'hydravion « Croix-du-Sud » est parti à 1 h. 40 pour Natal, avec le courrier d'Amérique du Sud, qui a mis vingt-six heures pour aller de Paris à Dakar.

Les fiançailles de M^{lle} José Laval et de M. René de Chambrun



M^{lle} José LAVAL



M. DE CHAMBRUN

On annonce les fiançailles de M^{lle} José Laval, fille de M. Pierre Laval, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères et de M. René de Chambrun, avocat à Paris, fils du général de Chambrun et de la comtesse née Longworth, dont le père fut le président de la Chambre des représentants des Etats-Unis.

M. René de Chambrun est, en outre, le neveu de notre ambassadeur à Rome.

Les délégués des anciens combattants allemands prennent part, à Paris, à la conférence des anciens combattants interalliés

Paris, 1^{er} juillet. — A l'issue de la réunion entre les délégués de la Fédération interalliée des anciens combattants et les délégués des anciens combattants allemands qui s'est tenue à Paris, le communiqué suivant a été donné à la Presse:

« Lundi après-midi, à l'Hôtel Continental, s'est tenue la première séance plénière de la Conférence internationale des anciens combattants due à l'initiative de la Fédération interalliée des anciens combattants (F.I.D.A.C.). Etaient présents, d'une part, les délégués des onze nations constituant la F.I.D.A.C. qui groupe en tout dix millions de membres et d'autre part, les représentants de cinq millions d'anciens combattants et victimes de la guerre allemande. »

M. Jean Desbons, président de la F.I.D.A.C., a prononcé un discours d'ouverture, en souhaitant la bienvenue à tous les délégués et en insistant sur l'importance du fait que c'est pour la première fois que l'ensemble des anciens combattants des pays ex-alliés rencontrent les représentants qualifiés de tous les anciens combattants allemands. Cette rencontre a lieu sur la base de principes arrêtés de commun accord.

« C'est là que nous avons pu constater, à la grille de l'Hotel de Ville, la présence de quatre-vingt-cinq délégués de l'Angleterre, les Reines d'Europe, — présidents: quatre-vingt-cinq candidats au titre de « M^{lle} Europe » — sont passés à Boulogne-sur-Mer, où elles furent reçues à l'Hotel de Ville et au Casino. »

L'épilogue du crime de Loch Gairn aux Assises de Vannes

MICHEL HENRIOT, QUI TUA SA JEUNE FEMME EST CONDAMNÉ A 20 ANS DE TRAVAUX FORCÉS



LA FAMILLE DEGLAVE

Vannes, 1^{er} juillet. — La quatrième audience du procès Michel Henriot s'est ouverte lundi matin, devant une salle toujours comble.

« Dès son entrée, il chercha à se faire apitoyer, dit-il, celui qui a tué, mais par passion, mais par intérêt. Et, si ce n'est pas devant le juge d'instruction, il se défendit avec habileté. »

En terminant, l'avocat gémit: « Michel Henriot pour le caractère odieux et la violence de son crime. »

Pendant ce deuxième réquisitoire, Henriot ne bougea pas, mais regarda distraitement d'une main un morceau de peinture sur le mur. L'audience fut suspendue et sera reprise à 14 heures.

« L'audience du procès Henriot sera prise à 14 heures. La parole est donnée à l'avocat général, M^{re} Genicon, qui, tout de suite, demande aux jurés de ne pas tenir compte de la parenté immédiate de l'accusé, s'agit de savoir dans quelle mesure Michel Henriot est responsable du crime qu'il a commis, dans quelle mesure les tares personnelles ou héréditaires ont influé sur son acte. »

« L'acte est le portrait que George a, par petites notes, laissé de son mari. Il conclut: « Tel est l'homme qui est venu devant vous, je vous supplie de

Les Reines de beauté



De gauche à droite: M^{lle} FRANCE DANEMARK ET M^{lle} EUROPE. Juste avant leur embarquement pour l'Angleterre, les Reines d'Europe, — présidents: quatre-vingt-cinq candidats au titre de « M^{lle} Europe » — sont passés à Boulogne-sur-Mer, où elles furent reçues à l'Hotel de Ville et au Casino. C'est là que nous avons pu constater, à la grille de l'Hotel de Ville, la présence de quatre-vingt-cinq délégués de l'Angleterre, les Reines d'Europe, — présidents: quatre-vingt-cinq candidats au titre de « M^{lle} Europe » — sont passés à Boulogne-sur-Mer, où elles furent reçues à l'Hotel de Ville et au Casino. C'est là que nous avons pu constater, à la grille de l'Hotel de Ville, la présence de quatre-vingt-cinq délégués de l'Angleterre, les Reines d'Europe, — présidents: quatre-vingt-cinq candidats au titre de « M^{lle} Europe » — sont passés à Boulogne-sur-Mer, où elles furent reçues à l'Hotel de Ville et au Casino.

L'inauguration du musée Alphonse Daudet au Moulin de Fontvieille



M. Edouard Herriot, ministre d'Etat, a, comme nous l'avons dit hier, inauguré au Moulin de Fontvieille le Musée Alphonse Daudet et a prononcé un brillant discours.

Voici une vue générale de la ville qui s'étend dans l'arrière-plan du Moulin de Fontvieille.